

Zeitschrift: Domaine public
Band: 25 (1988)
Heft: 895

Artikel: Relations Publicitas - la Suisse : divorce de raison
Autor: Pochon, Charles-F.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1018048>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Divorce de raison

(cfr) L'information a surpris les non-initiés: à partir du début de l'année prochaine, le portefeuille publicitaire de *La Suisse* ne sera plus affermé à Publicitas. Il y aura ainsi un quotidien en Suisse romande, si l'on fait abstraction des *Freiburger Nachrichten*, à autogérer ses pages publicitaires. On s'attendait depuis longtemps à un changement à Genève, en raison des relations très étroites de Publicitas avec *La Tribune de Genève*, dont elle possède 95% des actions (DP 742).

En Suisse alémanique, les quatre principaux quotidiens (*Blick*, *Tages-Anzeiger*, *Neue Zürcher Zeitung*, *Berner Zeitung*) gèrent eux-mêmes leur partie publicitaire. D'autres journaux moins importants font de même et tous s'en portent bien (DP 788). Quelques journaux alémaniques ont avancé la somme de 50 millions de francs comme perte de vo-

lume d'annonces annuel par Publicitas à la suite de la modification de ses relations avec *La Suisse*. L'éditeur a probablement atteint des dimensions suffisantes pour organiser son service d'annonces avec la somme, certainement coquette, qui revenait à Publicitas pour le même travail. D'ailleurs les relations ne sont pas rompues, car les plans médias des annonceurs continueront de tenir compte de *La Suisse* si son audience reste élevée, et une partie de ceux-ci sont gérés par Publicitas. La rupture date en fait de la décision d'imprimer *La Tribune de Genève* à Lausanne, au futur Centre d'impression de Bussigny, propriété d'autres concurrents de *La Suisse*, le groupe *24 heures*.

Les travaux de construction de ce centre, au chemin de la Mochettaz, avancent. Une enquête complémentaire vient d'être ouverte jusqu'au 2 mars

pour divers agrandissements (station service, couvert sur voie CFF, pose de citernes, à mazout, à essence et diesel; modification des façades nord et ouest). Quand il sera terminé, tout sera en place pour une lutte acharnée pour la possession des marchés genevois et romand. Et il ne faut pas oublier les déclarations faites au sujet d'études de la maison Ringier (*Illustré*, *Hebdo*, *Emois*) sur le lancement éventuel d'un quotidien de langue française. La même maison est déjà candidate à la reprise de l'hebdomadaire français *Point de vue-Images du monde* dont l'éditeur a déposé son bilan.

Les lecteurs romands pourraient être invités à participer à une lutte de géants pour un marché pourtant assez étroit. ■

ENQUETE

Lectures patronales

(yj) Pour la troisième fois, un consortium d'éditeurs et d'instituts de sondages vient de publier une étude sur les habitudes de lecture des patrons (28,4%), managers (41,8%), fonctionnaires supérieurs (14,6%) et professions libérales (15,2%). Portrait-robot des 1095 lecteurs interrogés, représentatifs d'un univers estimé à 207'000 personnes/ménages: 98,3% d'hommes, 2/3 de 35-54 ans, 1/4 de diplômés universitaires ou EPF, 35% de revenus inférieurs à 100'000 francs (30% de refus de répondre).

Ces messieurs, qui résident sans doute en majorité dans la région de Zurich, lisent bien sûr chaque jour la *NZZ* (39,7%) et/ou le *Tages Anzeiger* (30,6%) dont l'orientation moins à droite ne semble pas les déranger. Il faut dire qu'ils se rattrapent avec les périodiques spécialisés: un sur cinq lit la *Schweizerische Handelszeitung* ou *Fi-*

nanz und Wirtschaft. A noter que le *Spiegel* fait tout de même un beau taux de lecture chez les cadres en général (12,7%) et dans les professions libérales en particulier (19,5%); mais l'hebdomadaire satirique *Nebelspalter* l'emporte de dix points dans toutes les catégories de public.

Le groupe Frey a pris une bonne place dans les attaché-cases et sur les bureaux des responsables: l'hebdomadaire *Weltwoche* et le mensuel *Bilanz* (plus ou moins sérieux dans ses informations et délibérément accrocheur dans sa présentation) font l'un et l'autre un quart de lecteurs.

On attendra encore longtemps les résultats d'une analyse comparable pour la Suisse romande et latine: le public n'est pas assez nombreux pour attirer l'attention — et l'argent — des éditeurs et annonceurs. ■

Concurrence accrue entre les agences suisses d'information. La CPS (correspondance politique suisse) développe ses services et l'ATS doit trouver les moyens de réagir. Il en résulte des difficultés internes qui sont apparues au grand jour au moment de la démission du rédacteur en chef Kleiner. Associated Press (AP) ne semble pas touchée par cette lutte.

Lancement du bimestriel *Fluchtblatt* comme organe de tous les mouvements qui s'opposent à la politique étroite d'asile de la Suisse.

ECHOS DES MEDIAS

Le quotidien soutenu par Christoph Blocher, le patron des usines d'EMS, le *Bündner Tagblatt* (BT) va mieux. Il y a plus d'abonnés, plus de publicité et le déficit de 1987 est inférieur d'un demi-million à celui de 1986. Il se monte encore à 600'000 francs.

Jean-Claude Rennwald a publié un excellent survol du paysage médiatique suisse dans le dernier numéro du Bulletin de l'Association des intérêts du Jura (ADIJ).